

Et si la Banque Nationale Suisse soutenait l'Innovation?



A hauteur de 1,2 milliards €, Bruxelles va participer au financement de la construction de batteries européennes pour les voitures électriques et le stockage d'énergie. L'objectif est de tenter d'endiguer la déferlante chinoise dans ce secteur.

Durant la dernière décennie, à coup de subventions déguisées, la Chine s'était emparée des industries solaire et éolienne mondiales. Aujourd'hui, la perspective de perdre des millions d'emplois dans le secteur automobile fait mouche. La Commission Européenne a dû s'adapter aux nouvelles règles du jeu mondial imposées par Pékin et Washington.

L'industrie automobile allemande et française ont tiré la sonnette d'alarme. Pendant que l'Europe prône angéliquement la non intervention de l'Etat dans les marchés, la Chine injecte des milliards pour soutenir les piliers de sa stratégie «Made in China 2025» pendant que Donald Trump implémente avec succès son «Make the America Great Again ».

Comme s'il avait été pris la main dans le sac, le Ministre de l'Economie française Bruno Le Maire a confessé "*l'Europe nous a autorisé à verser des aides publiques car il s'agit d'un projet important d'intérêt européen commun qui permet des fonds publics sans contrevenir aux règles européennes sur les aides d'Etat et la concurrence*". On apprécie le zigzag.

Bruxelles va investir 1,2 milliards sur 5 ans. En comparaison, le gouvernement chinois a mis sur la table 4,2 milliards \$ depuis 2017, pour acquérir des participations dans des mines de lithium en Amérique Latine. Il n'aura fallu que 55 milliards \$ à Pékin pour prendre le contrôle mondial

de la chaîne de valeurs des voitures électriques.

Entre Libéralisme et Pragmatisme

A l'instar de l'Europe, la doctrine américaine proscrit l'intervention de l'Etat dans les entreprises. Dans la pratique, deux piliers financent l'innovation US: les investisseurs de la Silicone Valley et l'armée américaine. Cette dernière a financé une grande partie des technologies utilisées dans les iPhones.

Le développement actuel des drones-taxis d'Uber Elevate ou de Google est porté par la main invisible... de l'US Army. L'arrivée de Donald Trump a renforcé la complicité entre l'Etat et les entreprises.

Dans le grand jeu de l'innovation mondiale, l'Europe et la Suisse utilisent les anciennes règles, comme si les USA et la Chine jouaient au football avec 15 joueurs et 3 gardiens de but.

En une décennie, le leadership solaire Allemand, Autrichien et Suisse a été abandonné à Pékin. L'intelligence artificielle, la puissance de calculs, le stockage d'énergie, l'énergie nucléaire ne sont déjà plus européens.

La Suisse et le financement de ses entreprises

Dans une Economie agile, la rigidité du dogme Suisse dévoile ses limites. Depuis Logitech, combien de start-up peuvent s'enorgueillir d'avoir atteint le milliard \$ et d'avoir créé plusieurs centaines d'emplois suisses?

Le système actuel se limite au financement de la recherche, de l'éclosion de start-ups ou de

l'accompagnement des PME pour ensuite, faute de financement, se faire piller les joyaux et délocaliser les emplois en Chine ou aux USA.

Un Fonds Souverain Suisse

Pour assurer leur croissance, expansion ou développement, les entreprises suisses ne bénéficient de pratiquement aucun soutien financier des banques ou de la Confédération. Cerise sur le gâteau, la Banque Nationale Suisse investit des milliards \$ dans les sociétés américaines concurrentes directes des start-ups et des entreprises helvètes.

Trop souvent, la très dynamique industrie suisse, notamment dans les cleantech ou du smart city, doit délocaliser, diminuer ses ambitions ou simplement fermer.

C'est également l'amer constat que fait la Commission Européenne. La perte d'un trop grand nombre d'emplois est une menace sur la stabilité de l'Union. Pour les 4 prochaines années, elle va mettre sur la table 9,1 milliards € pour soutenir ses entreprises innovantes.

En Suisse, les solutions de financement existent. L'une d'entre elles a été apportée par Philipp Hildebrand, ancien directeur de la BNS. Lors du Forum des 100, il a exprimé la possibilité de créer un pool d'actifs souverains publics qui utilise les réserves de la BNS afin d'optimiser l'aide à la transition climatique.

L'idée que la BNS se préoccupe enfin du climat, des emplois et de la santé des entreprises innovantes Suisses paraît tout autant logique que subversive. Mais faute d'inflation, n'est-ce justement pas là son actuel destin et son utilité?

{rokcomments}